

John C. McCorkill, Susan Rodger, Robert Varner, Jessie Campbell, Christina Crichton, Annabella G. Ure, Jane McGarry, Elizabeth Cockburn, Catherine J. Stephen, Zadoc Lefebvre, Annie R. Algar, Martha Grafton, Isabella Reid, Jonathan Smiley, Helen Anderson, George Skinner, Zelinda Cross, Mary Peyton.

DIPLOME D'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE :—Anna McFee, Catherine J. McFee, Mary Ann Baillie, Jessie Rodger, Sarah B. Hurst, Jane Reason, Alice May Christie, Jeremiah R. Elliot, Agnes Maxwell, Annie S. Thomson, Louisa Vessot, George J. McManus, Elizabeth J. Walsh, Florence N. Hilton, Isabella M. McBratney, Martha Beckham, Ellen G. Scott, Jessie Mayer, Andrew Stewart, Sophia Swift, Mary C. Brown, Mary J. Elliot, Julia E. Sutton, Jane E. McNaughton, Delima St. James, Henrietta Ryan, Jane Gray, Robert Smart, Kesiah A. Hodge, Isabella Stewart, Alexandra Scott, Margery J. McKillop, Helen G. Hart, Rachel Hunt, Margaret Brown, Kate A. Graham, Sarah J. Myers, Thomas E. Cunningham, Elizabeth Mitchell, Joseph Curran, Annie Fowler, Mary Kerr, Catherine Herbert, Agnes Shaver, Isabella Campbell, Isabella Smith, Jeanie Morrison, Mary Johnstone, Robert McCorkill, Jane Ogilvie, Christina Lawson, Sarah McLeod, Mary MacMillan. Médaille du prince de Galles, Mlle. Lawless.

DIPLOMES OCTROYÉS PAR LES BUREAUX D'EXAMINATEURS.

BUREAU D'OTTAWA.

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE, 1ère classe (A) Mlle. B. Libbie Gillespie.
ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE, 2de classe (A) Mlle. Jane Hannah McConnell et James B. Hammond.

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE, 2de classe (F) Mlles. Délima Landriau, Antoinette Landriau, Marie Louis-Seize et Délima Séguin.
5 août, 1873.

JOHN R. WOODS,
Secrétaire.

JOURNAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

QUÉBEC, PROVINCE DE QUÉBEC, OCTOBRE, 1873.

Revue mensuelle.

Un incident, qui n'est pas tout à fait à l'avantage de la libéralité allemande, a signalé les dernières phases de l'évacuation de Verdun. Au moment où l'on considérait la question financière comme réglée, les Prussiens ont réclamé un nouveau million pour leur quote-part proportionnelle dans le service postal des territoires occupés. On en a référé à Versailles, d'où l'ordre est venu de payer sans conteste, ce qui a été fait sur le champ. M. de Bismark a probablement eu honte de cette comptabilité serrée qui frise quelque peu la rapacité. Voici, dans tous les cas, ce qui est arrivé par la suite. On sait que la solde des troupes allemandes était payée d'avance, par le gouvernement français; la dernière liste s'étendait jusqu'au 20 septembre, terme fixé pour l'évacuation qui, néanmoins, a été achevée le 15. Les troupes se trouvaient donc à avoir cinq jours de plus que ce qui leur revenait de droit. Cet excédant a été remis spontanément, et avant toute réclamation, au gouvernement français. Quel que soit le sentiment qui a déterminé cette restitution, il n'en est pas moins vrai qu'elle couvre, sous un air de scrupuleuse probité, un bénéfice rond de trois-quarts de million. A ce prix, la vertu devient facile.

Nous exprimions, dans notre dernière revue, l'espoir que la France rentrerait, après le paiement de l'indemnité, dans une ère de tranquillité nécessaire au recouvrement de ses forces épuisées,—si du moins les agitateurs politiques consentaient à lui accorder quelques années de trêve. Hélas ! il n'en est malheureusement pas ainsi. A peine le dernier soldat prussien a-t-il franchi la frontière que voilà les partis, surtout ceux qui ont le moins payé de leur personne et de leur bourse, levant de nouveau la tête et prenant des attitudes menaçantes. Les légitimistes ont plus que jamais l'espoir de voir Henri V monter sur le trône de ses pères. Leur alliance avec le parti orléaniste leur donne effectivement une certaine force. D'un autre côté, les bonapartistes vont prêter leur concours temporaire, dit-on, aux républicains pour leur aider à soutenir le choc redouté; mais avec la pensée, probablement, de recommencer à travailler pour eux-mêmes, une

fois le danger passé. Car le parti de Napoléon III n'a pas renoncé à l'espoir de voir l'impératrice revenir en France comme régente et le jeune prince de Chislehurst prendre, à sa majorité, les rênes du pouvoir. La chose est naturelle d'ailleurs; chaque parti à confiance dans ses chefs et cherche à les pousser au premier rang. Tous ont, du reste, dans leur passé des fautes et des gloires qui sont difficiles à oublier et qui sont de nature à rendre la lutte plus ardente et plus longue. Quoi qu'il en soit, l'agitation est sérieuse et le danger d'une nouvelle guerre civile inquiète beaucoup les véritables amis de la France. Le parti royaliste fait tous ses efforts pour arracher une à une des concessions au comte de Chambord et le rendre plus acceptable aux autres partis. Il est pourtant difficile qu'il accueille les propositions qu'on lui fait. La question du drapeau, surtout, qui lui a déjà valu une faiblesse, ne pourra probablement pas se trancher complètement. Autrement, ce serait une contradiction : " Je n'arbore pas de nouveau drapeau, je maintiens celui de la France, et j'ai la fierté de croire qu'il rendrait à nos armées leur ancien prestige." Telles sont les paroles que le comte de Chambord a écrites; nous les comprenons et nous sommes loin de les lui reprocher; mais il n'en est pas moins vrai qu'elles constituent une véritable fin de non recevoir contre lui, dans les circonstances actuelles. Il ne faut pas trop répondre de l'avenir, néanmoins, et, dans notre siècle, il faut s'habituer à cette pensée que les actes ne sont pas nécessairement et toujours conformes aux paroles. Aussi l'agitation est grande, et l'on voit arriver avec inquiétude la session de l'Assemblée nationale qui doit s'ouvrir bientôt. " La session qui s'approche est grave, écrit M. de Pressensé. Aussitôt le budget voté, l'assemblée devrait se présenter devant la France. La dette est payée; le pays est relativement tranquille. C'est au suffrage universel à se prononcer maintenant." En attendant les républicains ne négligent aucune précaution pour conserver le pouvoir que les légitimistes se préparent à assaillir le plus tôt qu'ils le pourront. Si la France était consultée par la voie du suffrage universel, il est difficile de dire quel serait le résultat.

On s'occupe beaucoup, d'un autre côté, du voyage de Victor Emmanuel à Berlin. Le roi d'Italie a été reçu, dans la capitale allemande, avec beaucoup de cordialité par Guillaume et d'enthousiasme par le peuple. Les commentateurs ne font pas défaut, sur le sujet, et toute la presse européenne discute ce fait qui prend les proportions d'un événement. Le but de la visite de Victor-Emmanuel est, dit une certaine partie de la presse, de s'entendre avec l'empereur pour une action commune en cas d'agression de la part de la France. D'autres journaux n'y voient rien au delà d'un échange ordinaire de politesses entre deux souverains qui n'ont aucune raison, pour le moment, de se traiter en ennemis. Ce sont probablement ces derniers qui ont raison. Au dîner officiel qui a eu lieu, à cette occasion, on a beaucoup remarqué que, dans les *toasts* qu'ils ont portés, les deux souverains se sont servis de la langue française. Est-ce un hommage rendu avec dessein au peuple français? Nous ne le croyons pas. Le français étant connu aux deux côtés, on s'en est servi comme ailleurs on se sert du latin à titre de langue de convention.

Les États-Unis viennent de passer par une crise financière qui aurait pu avoir les plus déplorables résultats si elle n'avait été contrôlée et arrêtée à temps par l'action énergique et simultanée du gouvernement et de tous les intéressés. Cette crise a commencé par la suspension des paiements dans quelques maisons qui avaient engagé inconsidérément leurs deniers dans des chemins de fer en voie de construction, en sorte que leurs capitaux et même ceux de leurs clients, n'étaient représentés dans leurs caisses que par des certificats ou coupons. À la première alarme, les demandes de remboursement sont venues de toutes parts. La plupart des maisons de commerce, toutes probablement pouvaient parfaitement faire face à la situation, puisqu'elles avaient un actif bien supérieur à leur passif; mais il leur eût fallu le temps de réaliser, et c'est précisément ce qui leur manquait. La débâcle, qui avait pris naissance à New-York, commençait à s'étendre et menaçait d'envelopper tout le commerce des États-Unis, lorsque heureusement le Trésor est venu au secours de ses administrés en répandant sur le marché quinze ou vingt millions de son fonds de réserve. Il est probable que les 15,500,000 piastres que l'Angleterre venait de lui payer pour les réclamations de l'Alabama, ont beaucoup aidé au gouvernement américain à pouvoir faire parade d'une semblable largesse.

La sentence portée contre les *Modocs* a été exécutée le trois de ce mois et le chevaleresque capitaine Jack n'a pas eu la satisfaction de mourir de la mort du soldat; il a été pendu comme un malfaiteur vulgaire. En revanche, les soldats américains ont volontiers et gaiement fait l'office de bourreaux. Ils y ont mis beaucoup plus de cœur qu'ils n'en avaient lorsqu'il s'agissait d'affronter dans les montagnes, leur terrible ennemi. Devant cet homme chargé de chaînes, ils ont accompli sans trembler leur triste besogne : honneur à eux !

Pendant que l'Espagne descend tous les jours et semble retourner aux siècles de la barbarie, voici le Japon qui s'éveille et veut venir